



SYNDICAT MIXTE
EAUX ET RIVIÈRES
DE L'ENTRE 2 MERS

MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Personne publique :

Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre deux Mers

11 avenue du 8 mai 1945
33 420 BRANNE

Inventaire et caractérisation des zones humides sur le territoire du SMER E2M selon les critères
pédologiques et/ou phytosociologiques.

Procédure de consultation :

Appel d'offres ouvert en application de l'article L. 2124-2 du code de la commande publique

Date et heure limite de remise des offres :

Le 20 JUIN 2025, 18h00

Ce document comprend 11 pages

Dossier suivi par :

Pauline GILLAIZEAU 07 85 99 47 20
coordination@smer-e2m.fr

mai2025

Table des matières

1.	Personne publique contractante	4
2.	Objet du Marché	4
3.	Conditions de la Consultation.....	5
1.	Mode de la mise en concurrence.....	5
2.	Forme du marché	5
3.	Variantes.....	5
4.	Forme juridique de l'attribution	5
5.	Mode de règlement.....	6
6.	Durée, délai et lieu d'exécution du marché.....	6
7.	Modifications de détail au dossier de consultation	6
8.	Délai de validité des offres	6
9.	Propriété intellectuelle des projets	6
4.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	6
1.	1Contenu de la candidature.....	7
2.	Contenu de l'offre	7
3.	Offres dématérialisées.....	7
4.	JUGEMENT DES OFFRES	8
5.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
6.	TRIBUNAL COMPETENT ET DELAIS DE VOIES DE RECOURS	9

1. PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE

Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre-deux-Mers (SMER-E2M)

11 avenue du 8 mai 1945

33420 BRANNE

Représenté par Monsieur Jean-Claude Ducousso, Président habilité à signer le marché.

Personne habilitée à donner les renseignements en vertu des articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du CCP : Monsieur le Président du Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre-deux-Mers.

Ordonnateur : Monsieur le Président du Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre-deux-Mers.

Comptable public : Service gestion comptable de Coutras

Imputation budgétaire et modalités de financement : Budget du Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre-deux-Mers avec le concours financiers de l'Agence de l'Eau Adour Garonne et de la Région Nouvelle Aquitaine.

2. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne l'inventaire et la caractérisation des zones humides sur l'ensemble du territoire du SMER E2M. Une phase optionnelle est demandée sur la création d'un registre des zones humides dégradées et disparues par des fiches synthèse en vue de futures compensations.

Le CCTP ci-joint définit le contenu et les modalités de cette prestation

Les EPCI et communes concernées sont :

- Les Communautés de Communes (CDC) Castillon-Pujols, du Pays Foyen, de la CALI, des Coteaux Bordelais, des Rives de la Laurence et Rurales de l'Entre Deux Mers.

La liste des communes concernées :

BELLEBAT, BELLEFOND, BOSSUGAN, CASTELVIEL, CIVRAC-SUR-DORDOGNE, COIRAC, COURPIAC, COUBEYRAC, DAUBEZE, DOULEZON, FLAUJAGUES, GORNAC, JUGAZAN, JUILLAC, LANDERROUAT, LUGASSON, MAURIAC, MARTRES, MERIGNAS, MONTIGNAC, MOULIETS-ET-VILLEMARTIN, PESSAC-SUR-DORDOGNE, SAINT-ANTOINE-DU-QUEYRET, SAINT-AUBIN-DE-BRANNE, ST-AVIT-DE-SOULEGE, SAINT-BRICE, SAINTE-FLORENCE, SAINT-GENIS-DU-BOIS, SAINT-JEAN-DE-BLAIGNAC, SAINT-PEY-DE-CASTETS, SAINT-PIERRE-DE-BAT, SAINT-SULPICE-DE-POMMIERS, SOUSSAC, AURIOLLES, BAIGNEAUX, BLASIMON, CAPLONG, CAZAUGITAT, CESSAC, FALEYRAS, FRONTENAC, LES LEVES ET THOUMEYRAGUES, LISTRAC-DE-DUREZE, NAUJAN-ET-POSTIAC, PUJOLS, RAUZAN, ROMAGNE, RUCH, SAINT-FERME, SAINTE-RADEGONDE, SAINT-QUENTIN-DE-CAPLONG, SAINT-VINCENT-DE-PERTIGNAS, SAUVETERRE-DE-GUYENNE, PORTE DE BENAUGE, GENSAC, MASSUGAS, PELLEGRUE, ARVEYRES, BARON, BONNETAN, CADARSAC, CAMARSAC, CAMIAC-ET-SAINT-DENIS, CROIGNON, CURSAN, DARDENAC, GUILLAC, LOUPES, LUGAIGNAC, POMPIGNAC, LE POUT, SAINT LEON, VAYRES, YVRAC, BEYCHAC-ET-CAILLEAU, BLESIGNAC, CREON, DAIGNAC, ESPIET, FALEYRAS, FARGUES SAINT HILAIRE, GENISSAC, GREZILLAC, IZON, MONTUSSAN,

3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1. Mode de la mise en concurrence

Appel d'offres ouvert, en vertu notamment de l'article L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Procédure par laquelle l'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats.

Chaque soumissionnaire admis à présenter une offre doit adresser une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

La composition des dossiers et les critères de jugement sont précisés dans le présent document.

2. Forme du marché

Ce marché est alloté géographiquement comme suit :

- Lot N°1 : Le lot Est possède une superficie de 350,90 km², et est composé des bassins versant de :
 - La Durèze (59.8 km²),
 - Ruisseau du Moulin (44 km²),
 - La Soulège (39.88 km²),
 - Le Lestage (12.7 km²),
 - La Gamage (59 km²),
 - L'Escouach (12.7 km²),
 - L'Engranne (131km²).
- Lot N° 2 : Le second lot de l'Ouest, se compose des bassins versant suivant, pour une superficie globale de 254,95km² :
 - Gestas (71,99 km²),
 - Ru des Prades (8,54 km²),
 - Lyssandre (9,92 km²)
 - Canaudonne (59,38 km²),
 - Souloire (23,94 km²)
 - Jacoutet (7,95 km²),
 - Laurence (36,59 km²),
 - La Rouille (12,67 km²),
 - Cante-Rane (23,94 km²).

3. Variantes

Les variantes sont interdites.

4. Forme juridique de l'attribution

Le marché sera attribué par lot à une entreprise seule (s'appuyant le cas échéant sur un ou plusieurs sous-traitants) ou intégrée dans un groupement (solidaire ou conjoint). Toutefois le groupement sera représenté par un

représentant unique choisi par le titulaire du marché. Une entreprise peut répondre aux deux lots. Celle-ci pourra être retenue sur un seul lot ou l'entièreté du marché.

5. Mode de règlement

Le maître d'ouvrage procédera au règlement des prestations selon les dispositions prévues au CCTP et se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes mentionnés à l'article 2.4 de l'acte d'engagement.

6. Durée, délai et lieu d'exécution du marché

La durée du marché court de la notification jusqu'à sa réception.

La durée d'exécution du marché est de 48 mois maximum.

A titre indicatif il est prévu un début d'exécution des prestations en juillet 2025.

Le délai d'exécution des prestations est détaillé dans le CCTP.

Les lieux d'exécution des prestations sont spécifiés dans le CCTP.

7. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du Dossier de Consultation par les soumissionnaires, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres de 180 jours à compter de la date fixée pour la remise des offres.

9. Propriété intellectuelle des projets

Application du CCAG-PI (chapitre 6).

4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les propositions devront être adressées par voie dématérialisée et parvenir à destination avant le 20/06/2025 à 18h00.

Elles contiendront les documents mentionnés ci-dessous et seront remises par voie dématérialisée via : <https://demat-ampa.fr>

1. Contenu de la candidature

Les candidats auront à produire les documents ci-après. En cas de groupement composé, chaque membre devra produire lesdits documents à l'exception du DC1 qui pourra être cosigné.

Devront y figurer :

- le formulaire DC1*, ou document équivalent, dûment complété ;
- le formulaire DC2*, ou document équivalent, dûment complété, et accompagné des justificatifs à fournir ;
- les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ;
- la liste des références de moins de 3 ans accompagnée d'exemples de prestations similaires (nature et montant) à l'étude et qu'ils ont menées dans le cadre de leur activité de bureaux d'études spécialisés dans le domaine de la gestion des risques ;
- les moyens techniques, humains et financiers généraux de l'entreprise ;
- une copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle datée de moins d'un an.

* formulaires disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> Les formulaires à utiliser sont ceux à jour de la réglementation applicable depuis le 1er avril 2019.

Pour présenter sa candidature, le candidat peut également utiliser le formulaire DUME (Document unique de Marché Européen), en lieu et place des formulaires de déclaration du candidat.

2. Contenu de l'offre

L'offre comprendra la proposition du soumissionnaire, qui devra être entièrement rédigée en langue française et dont les montants correspondants seront mentionnés en euros.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société, l'entreprise ou le groupement.

L'offre pour le présent marché sera constituée des documents suivants :

- l'Acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le ou les représentants qualifiés de/des (l') entreprise(s) candidate(s) ayant vocation à être titulaire du marché ; cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés et connus lors de la remise des offres ;

NB : En cas de groupement, l'Acte d'Engagement est signé soit par l'ensemble des candidats groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter le candidat.

- le mémoire explicatif qui précisera la démarche proposée, la méthode et les compétences, moyens techniques et humains mis en œuvre pour la réalisation des prestations, ainsi que toute indication permettant d'apprécier la bonne appréhension des besoins du maître d'ouvrage par le soumissionnaire
- le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires et Détail Estimatif complétés et signés.

3. Offres dématérialisées

Cette procédure fait l'objet d'une dématérialisation via la plateforme <https://demat-ampa.fr>

Les candidats ont donc la possibilité de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises en se rendant à l'adresse susmentionnée.

Les candidats devront également déposer leur candidature et leur offre sur le même site, avant la date limite de réception des offres : 10/06/2025 à 18h00.

La suite de la procédure sera matérialisée.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Pensez à consulter le dossier « messages indésirables » de votre messagerie.

Pour chaque document sur lequel une signature est exigée, la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager l'entreprise. Cette personne est soit le représentant légal du candidat, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc / .rtf / .pdf / .xls ;
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse ;
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Attention, un dossier compressé signé ne vaut pas signature de chaque document contenu dans le dossier, et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

4. JUGEMENT DES OFFRES

Marché passé en la forme d'un appel d'offres ouvert, procédure par laquelle l'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats.

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : garanties et capacités techniques et financières, capacités professionnelles.

Les offres conformes au Cahier des Clauses Techniques Particulières seront jugées en fonction des critères de jugement ci-dessous énoncés et pondérés dans l'ordre suivant :

Prix des prestations	30 %
Valeur technique de l'offre	70%

Tranche ferme : Inventaire et la caractérisation des zones humides sur l'ensemble du territoire du SMER E2M	
Elle sera appréciée au vu du mémoire explicatif. Seront pris en compte la qualité de la démarche proposée et les moyens techniques et humains mis en œuvre pour la réalisation des prestations, au travers :	
de la compréhension du contexte et des besoins ; de la qualité de la méthodologie proposée ;	20%
des connaissances, compétences et références de l'équipe (joindre les CV) dans les domaines suivants : * botanique, pédologie, hydrologie ; * usage de la base de données GWERN ; * conduite de campagnes de terrain (matériel technique et capacités humaines suffisantes) ; * informatique, SIG et géomatique ; * concertation, pédagogie, conduite de réunion, conception de documents de synthèse pédagogiques ; * expertise juridique, réglementation et institutions relatives à la gestion des milieux aquatiques.	35%
de la lisibilité de l'offre technique, notamment son caractère synthétique et clair	5%
Tranche optionnelle	
Création d'un registre sous forme de fiche synthèse des zones humides dégradées et disparues	10%

5. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires éventuels qui seraient nécessaires aux candidats pour la préparation de leur offre, seront communiqués par la personne responsable du marché au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les demandes devront être écrites et adressées ou télécopiées en temps utile pour tenir compte du délai prévu ci-dessus, aux coordonnées indiquées ci-après.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant demandé un dossier de consultation.

Coordonnées auxquelles les questions devront être posées :

SMER E2M

11 Avenue du 8 mai 1945

33420 BRANNE

E-Mail : administratif@smer-e2m.fr : coordination@smer-e2m.fr

07 85 99 47 20 / 05 57 84 89 54

6. TRIBUNAL COMPETENT ET DELAIS DE VOIES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Bordeaux – 9 rue Tastet CS 21490 33063 BORDEAUX Cedex

Téléphone 05 56 99 38 00 télécopie 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr <https://bordeaux.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>

Toute décision défavorable au titre du présent marché pourra faire l'objet :

- D'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa réception,
- D'une procédure contentieuse devant la juridiction administrative
- Un référé précontractuel peut être introduit jusqu'à la date de conclusion du contrat,
- Un référé contractuel peut être introduit dans le délai de trente-et-un jours suivant la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la signature du contrat lorsqu'aucun avis d'attribution n'a été publié,
- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit pendant un délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet jusqu'à l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation,
- Un recours de pleine juridiction en contestation de validité du contrat peut être introduit pendant un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et ses modalités de sa consultation,
- Un référé-suspension peut être introduit en complément du recours de pleine juridiction mentionné précédemment.

En outre, conformément aux articles L. 2197-3 et L. 2197-4 du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Médiateur des entreprises : cf. <https://www.mieist.bercy.gouv.fr/>

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des litiges relatifs aux marchés publics (C.C.I.R.A.) : cf. <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>